Règlement relatif à l'application de la loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes (RaLStup)

K 4 20.02

Tableau historique

du 27 juin 2007

(Entrée en vigueur : 5 juillet 2007)

Le CONSEIL D'ETAT de la République et canton de Genève,
vu la loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes, du 3 octobre 1951 (ci-après : la loi fédérale);
vu l'ordonnance sur les stupéfiants et les substances psychotropes, du 29 mai 1996 (ci-après : l'ordonnance sur les stupéfiants);
vu l'ordonnance sur les précurseurs et autres produits chimiques utilisés pour la fabrication de stupéfiants et de substances psychotropes, du 29 mai 1996 (ci-après : l'ordonnance sur les précurseurs);
vu la loi sur la santé, du 7 avril 2006;
vu la loi sur la commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients, du 7 avril 2006 (ci-après : la loi sur la commission de surveillance),
arrête :

Chapitre I Autorités compétentes

Art. 1 Compétence - En général

- ¹ Le département de l'économie et de la santé (ci-après : le département), soit pour lui le médecin cantonal et le pharmacien cantonal, est l'autorité chargée d'appliquer la loi.
- ² Demeurent toutefois réservées les attributions conférées au département des institutions et aux autorités judiciaires.

Art. 2 Département

Le département délivre aux établissements hospitaliers et aux instituts de recherche les autorisations prévues à l'article 14 de la loi fédérale.

Art. 3 Médecin cantonal et pharmacien cantonal

- ¹ Le médecin cantonal est chargé notamment de recueillir les cas d'abus de stupéfiants et de leur donner la suite qu'ils appellent, ainsi que prévu à l'article 15 de la loi fédérale.
- ² Le pharmacien cantonal est chargé notamment de procéder aux contrôles visés aux articles 16 à 18 de la loi fédérale et à la mise en sécurité, à la vente ou à la destruction de stupéfiants qui lui sont confiés selon l'article 33 de la loi fédérale.

Chapitre II Autorisations

Art. 4 Demande d'autorisation

La demande d'autorisation citée à l'article 2 doit être signée par le responsable et adressée au pharmacien cantonal.

Art. 5 Délivrance d'autorisation

- ¹ Sur préavis du pharmacien cantonal, le département délivre l'autorisation contre émoluments. Sa validité est de 5 ans au maximum. Elle peut être renouvelée sur requête du détenteur.
- ² L'autorisation est accordée gratuitement aux établissements publics médicaux et aux instituts de recherche dépendant de l'université et de l'administration.

Chapitre III Documents

Art. 6 Carnets à souches

Les médecins et les médecins-vétérinaires peuvent acquérir, contre émoluments, les formules d'ordonnances officielles (carnets à souches) auprès du médecin cantonal.

Art. 7 Ordonnances

- ¹ Le pharmacien qui remet un stupéfiant sur la base d'une ordonnance issue d'un carnet à souches doit la valider, la dater et apposer le timbre de la pharmacie. Il doit inscrire la remise dans le registre d'ordonnances.
- ² Les ordonnances doivent être envoyées à la fin de chaque mois, pour contrôle, au pharmacien cantonal.

Art. 8 Procès-verbaux

Les procès-verbaux établis par les pharmaciens en fonction de l'article 48 de l'ordonnance sur les stupéfiants doivent être adressés dans les cinq jours au pharmacien cantonal.

Art. 9 Bons de sorties

Ainsi que prévu à l'article 61, alinéa 2, de l'ordonnance sur les stupéfiants, le pharmacien qui fabrique des médicaments contenant des stupéfiants doit établir un bon de sortie. Celui-ci doit mentionner le nom du stupéfiant utilisé, sa quantité, le nom et la quantité du médicament fabriqué, ainsi que la date de fabrication. Il doit être signé par le pharmacien responsable.

Art. 10 Elimination

Les stupéfiants périmés ou altérés doivent être adressés au pharmacien cantonal pour élimination.

Art. 11 Comptabilité

- ¹ Les responsables d'une pharmacie publique ainsi que les responsables cités dans les autorisations mentionnées à l'article 2 doivent tenir à jour une comptabilité des stupéfiants en tenant compte du dosage et de la forme galénique.
- ² Les justificatifs d'entrées et de sorties doivent pouvoir être présentés en tout temps à l'autorité.

Art. 12 Inventaires

- ¹ Les responsables d'une pharmacie publique ainsi que les responsables cités dans les autorisations mentionnées à l'article 2 sont tenus d'arrêter au 31 décembre au soir un relevé exact des quantités de stupéfiants qu'ils détiennent.
- ² A cet effet, ils remplissent et signent les formules d'inventaire remises par le pharmacien cantonal et les retournent à ce dernier pour le 1^{er} février au plus tard. Ces inventaires doivent répertorier la totalité des mouvements effectués pendant l'année écoulée, y compris pour les stupéfiants dont le stock est à zéro en fin d'année.

Art. 13 Exceptions

Les stupéfiants qui sont partiellement soustraits au contrôle, de même que les stupéfiants qui peuvent être obtenus en petites quantités sans ordonnance médicale, ne sont pas soumis aux dispositions prévues aux articles 8 à 12.

Chapitre IV Traitement des personnes toxicodépendantes

Art. 14 Autorisations spéciales

- ¹ Tout médecin désirant prescrire des traitements de stupéfiants aux personnes dépendantes doit obtenir une autorisation spéciale du médecin cantonal.
- ² Pour les médecins travaillant en institution, au sens de l'article 100, alinéa 2, lettres a et f, de la loi sur la santé, l'autorisation spéciale est accordée à l'institution ou à une entité spécialisée de l'institution, la prescription étant placée sous la responsabilité du médecin responsable de l'institution ou de ladite entité spécialisée.
- ³ La demande d'autorisation spéciale doit être adressée au médecin cantonal.

Art. 15 Formulaire d'annonce

- ¹ Tout médecin doit annoncer, dans un délai de cinq jours ouvrables, au médecin cantonal, les traitements qu'il initie, au moyen d'un formulaire d'annonce.
- ² Le formulaire doit être cosigné par le médecin, par son remplaçant, par le pharmacien qui délivre le stupéfiant et par le patient.
- ³ Le médecin qui prend en charge un patient hospitalisé ou incarcéré n'est pas tenu d'annoncer les traitements tels que prévus à l'alinéa 1.

Art. 16 Poursuite du traitement

Sauf décision contraire du médecin cantonal dans les dix jours suivant la réception du formulaire, le traitement peut se poursuivre.

Art. 17 Quotas

- ¹ En principe, les médecins pratiquant en cabinet ne peuvent suivre qu'un maximum de dix patients.
- ² Pour les institutions, un quota peut être fixé en fonction de leur structure.

Art. 18 Registre

¹ Le médecin cantonal tient un registre des traitements.

² Les médecins sont tenus de déclarer, au médecin cantonal, au moyen du formulaire visé à l'article 15, la fin des traitements, ainsi que tout changement de remplaçant ou de pharmacien.

Art. 19 Directives

Le médecin cantonal et le pharmacien cantonal sont habilités à émettre des directives en vue de régler les modalités de la prise en charge par les professionnels de la santé des traitements comportant l'administration de stupéfiants à des personnes dépendantes.

Art. 20 Remise

¹ Le pharmacien ou l'un de ses auxiliaires fournit au médecin, ou directement au patient, sur prescription du médecin, la quantité de stupéfiant nécessaire.

² Le pharmacien cantonal procède à un examen mensuel des ordonnances.

Art. 21 Administration

¹ L'administration du stupéfiant au patient, sous la forme prescrite dans les directives, se fait sous le contrôle et en présence d'un médecin ou de l'un de ses auxiliaires, du pharmacien ou de l'un de ses auxiliaires.

² La prescription, la dispensation et l'administration des doses pendant les jours fériés officiels et les périodes de vacances du médecin traitant demeurent réservées et sont réglementées par directives.

Chapitre V Sanctions et voies de droit

Art. 22 Sanctions

¹ Toute infraction au présent règlement peut faire l'objet de sanctions prévues dans la loi sur la santé.

² Le médecin cantonal et le pharmacien cantonal peuvent saisir la commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients (ci-après : la commission de surveillance), conformément à la loi sur la commission de surveillance.

³ Les autorisations prévues aux articles 5 et 14 peuvent être retirées en cas de violation du présent règlement.

Art. 23 Voies de droit

¹ Les décisions administratives prises dans le cadre du présent règlement peuvent faire l'objet d'un recours au Tribunal administratif, conformément aux articles 56A et suivants de la loi sur l'organisation judiciaire, du 22 novembre 1941, et de la loi sur la procédure administrative, du 12 septembre 1985, dans un délai de trente jours dès leur notification.

² Sont réservées les décisions prises par le médecin cantonal et le pharmacien cantonal en vertu de l'article 127, alinéa 1, lettre c, de la loi sur la santé qui peuvent faire l'objet d'un recours dans les dix jours auprès de la commission de surveillance.

Chapitre VI Dispositions finales et transitoires

Art. 24 Clause abrogatoire

Les règlements suivants sont abrogés :

a) le règlement concernant la prescription, la dispensation et l'administration de stupéfiants destinés au traitement des personnes dépendantes, du 16 août 1978;

b) le règlement relatif à l'application de la loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes, à l'ordonnance sur les stupéfiants et les substances psychotropes et à l'ordonnance sur les précurseurs et autres produits chimiques utilisés pour la fabrication de stupéfiants et de substances psychotropes, du 9 décembre 1996.

Art. 25 Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le lendemain de sa publication dans la Feuille d'avis officielle.

Art. 26 Disposition transitoire

Les centres de soins ne répondant pas à la définition d'une institution au sens de la loi sur la santé ont cinq ans pour se mettre en conformité dès l'entrée en vigueur du présent règlement.

RSG	Intitulé	Date d'adoption	Entrée en vigueur
K 4 20.02 <i>Modification : néant</i>	R relatif à l'application de la loi fédérale sur les stupéfiants et les substances psychotropes	27.06.2007	05.07.2007